COMMISSION DE
L'OCÉAN INDIEN

Revue de presse
du 22 au 28 avril 2017

Les articles contenus dans ce document n'engagent que les auteurs et les sources dont ils émanent. Ils ne reflètent en aucun cas une position officielle de la COI

Sommaire

Coopération bilatérale.....3

- **COOPÉRATION INTER-ÎLES : MAURICE ET COMORES CONSOLIDENT LEURS LIENS**
- **Nouvelle diplomatie économique… Maurice et les Comores explorent des nouveaux horizons de coopération bilatérale**

Sécurité maritime.....6

- **Lutte contre le trafic maritime illicite : Signatures de protocoles d'accord**
- **Sécurité maritime : Les normes ISPS s'imposent**

Pêche.....10

- **Surveillance des pêches : le plan d'activité dévoilé à Madagascar**
- **PÊCHE DURABLE ET ÉCONOMIE BLEUE : Une enveloppe de Rs 150 M pour le contrôle et la surveillance**

Energies renouvelables.....14

- **Energie : un atelier pour la présentation du cadre logique du projet géothermie**

Environnement.....16

- **Nos récifs perdent-ils de leur couleur ?**
- **Eat less parrotfish, save Seychelles' coral reefs? Marine survey indicates a link**

Economie.....30

- **Impulser l'économie de la région : une priorité de l'IORA**

Culture.....31

- **DU 14 AVRIL AU 13 MAI: Vus de l'ouest du continent**

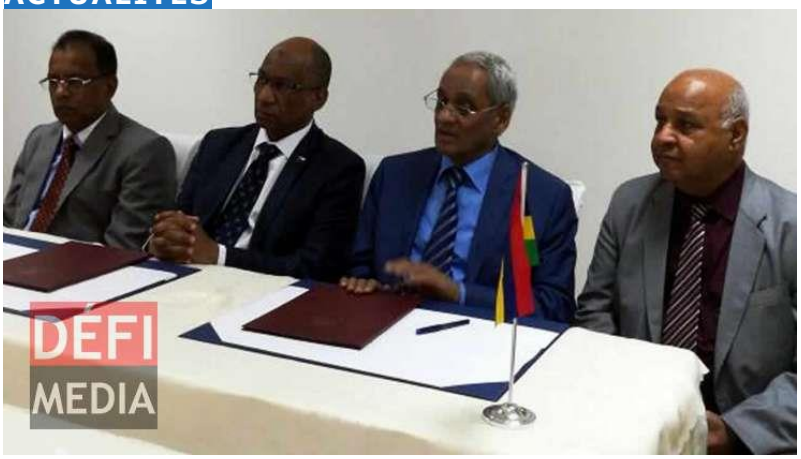
Coopération bilatérale

LeDEFI

COOPÉRATION INTER-ÎLES : MAURICE ET COMORES CONSOLIDENT LEURS LIENS

26 AVRIL 2017 BY DEFIMEDIA.INFO .

ACTUALITÉS



Les deux pays continueront à travailler ensemble. Afin de consolider leurs liens, les Comores et Maurice ont décidé de créer une commission mixte permanente. Le ministre des affaires étrangères mauricien Vishnu Lutchmeenaraidoo et son homologue comorien Mohamed Bacar Dossar ont signé les accords pour mettre sur pied cette commission ce mercredi après-midi 26 avril, à Réduit.

Plusieurs domaines de coopération entre les deux îles sont à l'étude, notamment dans les secteurs de l'économie bleue, la santé, le tourisme et la sécurité maritime, ainsi que la pêche, car les deux ministres sont d'avis qu'il faut protéger nos eaux de la piraterie et de la pêche illégale.

Afin de faciliter cette coopération, il faut d'abord ouvrir l'accès aérien entre Maurice et les Comores, a affirmé Vishnu Lutchmeenaraidoo. Selon lui, le vol inaugural aura lieu dans six mois.

http://defimedia.info/cooperation-inter-iles-maurice-et-comores-consolident-leurs-liens

MINORITY VOICE
Stand Up & Be Counted

Nouvelle diplomatie économique… Maurice et les Comores explorent des nouveaux horizons de coopération bilatérale



- *Des dessertes aériennes régulières entre les deux pays d'ici six mois*

Maurice et les Comores s'engagent dans une nouvelle dynamique de coopération bilatérale. La première édition de la Commission mixte permanente entre les deux pays s'est tenue ce mercredi 26 avril 2017 à Réduit sous la présidence conjointe du ministre des Affaires étrangères, M. Vishnu Lutchmeenaraidoo, et son homologue comorien, M. Mohamed Bacar Dossar.

Le Chef de la diplomatie mauricienne a mis l'accent sur la connectivité aérienne pour rapprocher les deux îles. Dans cette optique, il a annoncé l'introduction des dessertes régulières entre Maurice et les Comores d'ici six mois.

Le ministre du Business et de l'Entreprise, M. Sunil Bholah, et le ministre de l'Economie océanique et de la Pêche, M. Prem Koonjoo, ont participé à cette première édition de la commission mixte permanente Maurice – Comores.

La Commission mixte permanente a permis d'explorer de nouvelles pistes de coopération qui puissent améliorer la qualité de vie des populations des deux pays : la santé ; la sécurité maritime face au trafic international de la drogue, de la piraterie, de la pêche illégale ; l'enseignement supérieur ; la pêche et l'économie bleue ; le tourisme ; et l'entrepreneuriat, entre autres.

Il y a aussi une proposition pour mettre en place une zone économique spéciale par Maurice aux Comores, plus précisément dans la capitale Moroni.
« *Nous abordons nos relations avec les Comores dans un esprit de coopération Sud-Sud qui soit fondé sur le respect mutuel, le partage de ce que nous avons de meilleur et le principe d'un partenariat gagnant-gagnant* » fait ressortir le ministre des Affaires étrangères, M. Vishnu Lutchmeenaraidoo.
Celui-ci a expliqué la vision du pays à s'ouvrir à la région et à l'Afrique continentale. Cette coopération programmée avec des pays ciblés se fait par le biais des commissions mixtes qui sont un instrument par excellence pour aboutir à des projets concrets d'intérêt mutuel.
Pour le ministre comorien des Affaires étrangères, la commission mixte permanente apporte les moyens nécessaires pour faire évoluer les relations bilatérales vers un nouveau palier. Il dit souhaiter plus d'échanges entre les opérateurs des deux pays.
En sa capacité de président de la COI, le ministre Vishnu Lutchmeenaraidoo plaide pour une coopération renforcée entre les pays de la zone pour faire face au trafic des stupéfiants à l'échelle internationale. La région, dit-il, est très vulnérable à ce danger et qu'il faut faire appel aux ressources internationales, dont celles des Nations Unies, en vue de renforcer nos capacités face à ce risque. Il appelle aussi à l'entente régionale pour contrer la pêche illégale et la piraterie dans nos eaux.
Le Chef de la diplomatie mauricienne a, par ailleurs, invité les Comores à se joindre aux côtés de Maurice, des Seychelles et de Madagascar à l'Accord de Partenariat économique avec l'Union européenne en vue de mieux promouvoir les intérêts et aspirations de la région dans le cadre des relations futures avec l'Europe.

http://www.minorityvoice.info/2017/04/27/nouvelle-diplomatie-economique-maurice-et-les-comores-explorent-des-nouveaux-horizons-de-cooperation-bilaterale/

Pour plus d'info voir la vidéo

https://inside.news/2017/04/26/video-la-commission-mixte-comores-maurice-est-une-realite/

Sécurité maritime

Lutte contre le trafic maritime illicite : Signatures de protocoles d'accord

25 avril 2017

Vendredi dernier, la Direction Régionale des Douanes (DGD), le Centre de Fusion des Informations Maritimes (CFIM), le Ministère de la Défense Nationale (MDN) et le Ministère des Finances et du Budget (MFB) ont signé conjointement des protocoles d'accord portant sur le trafic illicite en mer, au Centre de Conférences Internationales (CCI) Ivato.
Ces protocoles entrent dans le cadre du renforcement de la sécurité du territoire, des frontières et de l'espace maritime nationaux contre la contrebande et les trafics illicites. Concrètement, ces protocoles amélioreront la connaissance de la situation maritime et l'accélération de l'organisation des réponses opérationnelles aux menaces, par un suivi des activités maritimes en temps réel ou quasi. Les opérations de contrôle en seraient ainsi renforcées.

Collaboration. La douane a initié une stratégie de surveillance impliquant la collaboration entre les entités de surveillance, raison pour laquelle les échanges d'information entre celles-ci et la coordination de leurs actions sont devenues indispensables. Le CFIM et le Commandement des Forces Navales (COFONA) ont signé les protocoles d'accord pour marquer leur adhésion à la stratégie initiée par la douane et leur volonté de collaborer avec la DGD. La surveillance de toutes les activités maritimes sera le point focal de leurs actions conjointes.
Extension. Les signataires de ces protocoles d'accord projettent prochainement d'intégrer d'autres parties prenantes, à savoir : l'Agence Portuaire Maritime et Fluviale, le Secrétariat Exécutif pour l'assainissement de la lutte contre les trafics de bois précieux (notamment le bois de rose, problématique), la Gendarmerie et Police nationales, les sociétés civiles, la Direction générale des Forêts et les douanes de la région Océan Indien (mauricienne, réunionnaise, comorienne et seychelloise), etc.

500 000 millions de dollars ! A cause des trafics illicites des ressources naturelles de Madagascar, l'Etat observe un manque à gagner de 500 000 millions de dollars. Ce montant colossal démontre à lui seul qu'une lutte acharnée contre ce fléau urge ! Les protocoles signés vendredi arrivent donc à point nommé. La douane prouvera alors qu'elle est à même de mener une de ses principales missions : le recouvrement des recettes.
Résultats encourageants. Les luttes accrues menées contre les trafics illicites depuis quelques années ont porté leurs fruits, grâce notamment à la coopération avec les entités aéroportuaires. Parmi ces résultats prometteurs, nous pouvons citer les 830 kg d'or déclarés légalement à l'export (un record depuis l'indépendance !). Les trafics sulfureux de tortues et de bois de rose ne sont pas non plus en reste.
Nouveau Challenge. Conformément au surnom de « soldats de l'économie », l'administration de la douane poursuit son combat contre les trafics illicites de toutes sortes. Elle se lance même un nouveau défi : la formation de nouveaux agents, pour plus de performances et une meilleure adéquation entre les ressources déployées et les actions à mener.
Luz R.R

http://www.midi-madagasikara.mg/economie/2017/04/25/lutte-contre-le-trafic-maritime-illicite-signatures-de-protocoles-daccord/

Sécurité maritime : Les normes ISPS s'imposent

26 avril 201

L'International Ship and Port Facility Security (ISPS), qui en français,
« En termes de sécurité maritime, le monde bouge ». La déclaration est d'un expert du secteur maritime qui fait notamment référence au Yemen, un pays pourtant en guerre, mais qui s'efforce de sécuriser au mieux les échanges maritimes. Il y a également le gouvernement égyptien qui vient de lier un partenariat avec la Russie autour de la présence de bâtiments de protection, ou encore les gouvernements des pays riverains de la Mer Caspienne qui viennent d'établir une union internationale sous l'égide de l'OMI pour sécuriser les transports pétroliers. Une manière pour cet observateur de faire remarquer que la sécurité maritime est essentielle pour le développement d'un pays. A chaque fois, les gouvernements de tous les pays harmonisent leurs codes de sécurité dans le but de faire de la mer un passage sécurisé pour les voyageurs et les marchandises.

Bref, *« le monde du maritime bouge, se construit, s'organise, se consolide partout sauf à Madagascar »*

Manque de moyens. Et pourtant, poursuit-il, le gouvernement malgache est signataire de toutes les chartes nécessaires à l'harmonisation des systèmes de sécurité au niveau de l'Océan Indien. *« Dernière exemple en date : le 20 avril dernier un plan régional de surveillance des pêches s'est tenu à Antananarivo. Huit pays de la région étaient présents. Un plan indispensable qui permet de lutter contre la pêche illicite et de protéger les ressources de la mer. Et donc de protéger les ressources alimentaires de notre pays qui en a bien besoin. Ce plan, comme les autres, est organisé à base d'échanges d'informations entre les différentes autorités concernées de chaque pays de la région. Madagascar ne manque pas de volonté pour échanger avec ses partenaires des informations capitales en termes de sécurité maritime. Le pays manque juste de moyens. Des moyens qui serviraient à Madagascar à remettre ses ports au niveau des grands ports internationaux en matière de sécurité. Et à avoir une meilleure image aux yeux du monde ».*

ISPS. En tout cas pour cet expert, il est important de doter le pays d'une sécurité maritime sur la base des normes ISPS des ports, et ce, quelle que soit sa dénomination. Rappelons qu'à deux reprises, le gouvernement malgache a tenté la mise en place de l'ACD. Deux tentatives qui ont échoué en raison notamment de l'absence d'un dialogue préalable et qui a provoqué une forte réticence du secteur privé. Même les bailleurs de fonds s'y sont mis pour critiquer le système. Sur ce point, justement, notre interlocuteur de faire remarquer que l'Etat malgache qui est souverain a le droit d'élaborer le système de sécurité maritime le mieux adapté au contexte du pays. Il a cependant ajouté que *« le dialogue public et privé au sein de la commission sur la facilité du commerce est essentiel».*

Recueillis par Antsa.R

http://www.midi-madagasikara.mg/economie/2017/04/26/securite-maritime-les-normes-isps-simposent/

5e comité de pilotage MASE autour de la sécurité maritime

/20 avril 2017



Tandis que la piraterie se réactive au large des côtes somaliennes (3 attaques en quelques semaines), le programme MASE de la COI poursuit ses efforts fédérateurs pour la promotion de la sécurité maritime dans le bassin occidental de l'océan Indien.

À travers son 5e comité de pilotage, réuni au début du mois à Maurice, le programme MASE (programme régional de promotion de la sécurité maritime dans le bassin occidental de l'océan Indien), initié et mis en œuvre par la COI (Commission de l'Océan Indien), a pu faire le point sur la mobilisation de ses différents partenaires et l'avancement de ses activités.

L'insécurité maritime est un enjeu majeur pour la zone sud de l'océan Indien, avec ses grandes routes commerciales. « La valeur ajoutée du programme MASE, financé par l'Union européenne, réside dans le fait qu'il s'intéresse à tous les aspects de la sécurité et la sûreté maritime », a souligné Hamada Madi, secrétaire général de la COI.

La mobilisation et la synergie des partenaires régionaux de la COI, l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD), la Communauté d'Afrique de l'Est (EAC), le Marché commun d'Afrique orientale et australe (COMESA) sont donc des préalables essentiels aux stratégies mises en place pour maintenir la sécurisation de notre espace maritime (tous les détails à lire sur le site de la COI).

À noter que, toujours dans le cadre du programme MASE, Maurice accueille cette semaine une formation au profit des directeurs des établissements pénitentiaires de l'Afrique orientale et australe et de l'océan Indien (ESA-IO), à la Prison Training School de Beau Bassin. Objectif : échanger autour des problèmes de gestion du milieu carcéral, et à terme, accueillir un Centre d'excellence pour la formation du personnel de prison. *//VK (photo © COI)*

http://www.fagers.fr/2017/04/20/5e-comite-de-pilotage-mase-autour-de-securite-maritime/

Pêche

Surveillance des pêches : le plan d'activité dévoilé à Madagascar

Par Les Nouvelles sur 21/04/2017

Madagascar a abrité hier une réunion des plus capitales sur la surveillance des pêches dans le sud-ouest de l'océan Indien.

Entrant dans le cadre du programme Smartfish, financé par l'Union européenne, cette rencontre se penchera sur plusieurs défis à relever comme l'Organisation de six missions de patrouille conjointe en mer couvrant la quasi-totalité de la zone de coopération, la signature d'un protocole régional d'accord entre les Etats participants au plan régional de surveillance des pêches (PRSP) pour la mise en place d'un mécanisme régional d'échange d'information pêche à des fins de suivi, contrôle et surveillance (SCS) et l'analyse des bénéfices économiques du PRSP.

Ce plan a été dévoilé au cours d'une réunion de l'Unité de coordination régionale (UCR) comprenant les représentants des huit Etats participants au PRSP qui s'est tenue hier à Antaninarenina.

A noter que cette année marque les dix ans de création et de mise en œuvre du PRSP. Selon les informations reçues, «La zone de coopération du PRSP s'est élargie, passant de 5,5 millions à 6,4 de km2. Les outils de surveillance se sont développés, complétés et modernisés en faisant appel au satellite et en utilisant la base de données web, les données océanographiques sur la piraterie».

Durant cette décennie, 457 navires ont été observés, 92 infractions ont été constatées et 11 déroutements ont été effectués. Les dix années de mise en œuvre du PRSP ont été marquées par 48 missions conjointes de 1200 jours en mer et 994 heures de vols avec 415 embarquements des inspecteurs. Comme contribution à la réussite de cette mission régionale, Madagascar a mobilisé trois patrouilleurs (Telonify, Tendromaso et Antsantsa) et un avion.

Des missions fructueuses

La 48e mission régionale a été axée dans les eaux malgaches, seychelloises et tanzaniennes. Durant cette mission, 27 bateaux ont été

inspectés par la patrouille aérienne. Puis, la 49e mission régionale est actuellement élaborée, mais l'UCR a préféré tenir secret le plan d'activité pour ne pas alerter les pêcheurs qui pratiquent des activités illicites.

Auparavant, Les Comores, La Réunion, Madagascar, Les Seychelles, Maurice ont fait partie de cette UCR, puis en 2014, la Tanzanie, le Mozambique et le Kenya ont fait leur entrée, prenant en compte l'enjeu et l'envergure de ce projet de surveillance des pêches.

«D'autres pays comme l'Afrique du Sud et la Somalie ont récemment manifesté leur volonté d'intégrer le PRSP. Cependant, leur intégration se décide au niveau de l'UCR, conditionnée par certains critères», a fait savoir l'assistante suivi-contrôle et surveillance Smartfish, Fanjanirina Jéromine Kompé.

Il faut rappeler que le PRSP est un mécanisme de lutte contre la pêche illicite, non déclarée, non reportée (INN) de la commission de l'océan Indien (COI). Il repose sur la volonté politique exprimée par les chefs d'Etat de la COI au Sommet d'Antananarivo en 2005. Mais aussi et surtout des engagements précis pris par les ministres des Pêches en 2007.

«Nous allons demander un autre engagement des ministres d'ici peu», a fait savoir Fanjanirina Jéromine Kompé lors d'une rencontre avec la presse. Des informations ont permis de savoir que cette réunion pourrait éventuellement avoir lieu cette année à Antananarivo.

http://www.newsmada.com/2017/04/21/surveillance-des-peches-le-plan-dactivite-devoile-a-madagascar/

LEMAURICIEN.COM
INDÉPENDANT D'INFORMATION ET D'OPINION

PÊCHE DURABLE ET ÉCONOMIE BLEUE : Une enveloppe de Rs 150 M pour le contrôle et la surveillance

| 27 APRIL, 2017



L'Union européenne et de Maurice sont parvenues à un accord sur un nouveau Protocole dans le secteur de la pêche durable et de l'économie bleue. Ce protocole représente une enveloppe globale d'environ Rs 150 millions sur 4 ans. Il inclut une contribution de l'Union européenne ainsi que des armateurs. Une partie de cette somme sera destinée à l'appui au secteur de la pêche à Maurice auquel s'ajoute une contribution spécifique à la coopération pour promouvoir le développement de l'économie bleue. Marjaana Sall, ambassadeur de l'Union européenne auprès de Maurice et Premduth Koonjoo se sont félicités des résultats de ces négociations « qui reflètent la volonté des deux parties à élargir l'étendue de leur coopération tout en consolidant ses acquis ». Selon Marjaana Sall, les possibilités de pêche offertes à la flotte européenne sont réalistes. « La valeur de leur droit d'accès aux eaux de Maurice est en cohérence avec la valeur des captures, et la contribution des armateurs à ce droit d'accès a sensiblement augmenté », a-t-elle souligné. Aux termes de ce protocole d'accord, l'Union européenne et Maurice assureront, avec les technologies les plus modernes, un suivi conjoint régulier des données de captures et d'effort de pêche des navires européens qui participent à l'économie de Maurice pour la transformation des produits de la pêche thonière. Ces méthodes de suivi, de contrôle et de surveillance des pêches, également applicables aux autres flottes

nationales et étrangères, permettront de dissuader les activités de pêche illicite non déclarée et non réglementée pour une exploitation durable des ressources. Par ailleurs, la bonne gouvernance des pêches et le développement durable du secteur, continueront d'être soutenus à travers l'appui sectoriel de l'Union européenne, mais un appui spécifique sera désormais dédié à la coopération pour l'exploitation durable de l'océan et l'essor de l'économie bleue.
Ce nouveau protocole sera d'application d'ici la fin de l'année. Les parties prenantes pourront ainsi définir prochainement les actions conjointes qui vont fonder leurs relations de partenariat pour faciliter les investissements dans le secteur de l'économie bleue et contribuer de manière tangible à la croissance économique et à l'emploi en République de Maurice. Dès l'entrée en application du nouveau protocole, la flotte européenne, composée actuellement de thoniers senneurs et de palangriers, pourra continuer à être autorisée à fréquenter les eaux de Maurice à l'occasion de ses activités de pêche dans la région de l'océan Indien.
Les autorités de Maurice reçoivent en temps réel les positions satellite des navires européens lorsqu'ils opèrent dans leurs eaux et leur système de déclaration électronique des captures sera prochainement automatiquement transmis quotidiennement au Centre de Surveillance des Pêches d'Albion.
Lors des négociations la délégation européenne était conduite par Emmanuel Berck, Chef adjoint de l'Unité en charge des Négociations commerciales et des Accords bilatéraux de la Direction Générale des Affaires Maritimes et de la Pêche de la Commission européenne. La délégation mauricienne était dirigée par Fong Weng-Poorun, Senior Chief Executive du ministère de l'Économie océanique.

http://www.lemauricien.com/article/peche-durable-et-economie-bleue-enveloppe-rs-150-m-controle-et-la-surveillance

Energies renouvelables

La Gazette des Comores

Energie : Un atelier pour la présentation du cadre logique du projet géothermie

24/04/2017 admin



L'Union des Comores et le PNUD ont organisé vendredi dernier un atelier de lancement du processus d'élaboration du descriptif de projet « développement durable de l'Union des Comores par la promotion de la géothermie ».

Des cadres du PNUD, du bureau géologique des Comores et de la vice-présidence en charge de l'environnement ont pris part à l'atelier de lancement du processus d'élaboration du projet

Des cadres du PNUD, du bureau géologique des Comores et de la vice-présidence en charge de l'environnement ont pris part à l'atelier de lancement du processus d'élaboration du projet développement durable des Comores par la promotion de l'énergie géothermique. Ce projet est l'aboutissement d'un long travail de recherche du bureau géologique des Comores avec ses partenaires à savoir l'Union Africaine, la Nouvelle Zélande, le PNUD et aujourd'hui le Fonds Mondial de l'Environnement (FEM).

L'atelier a pour but de présenter le cadre logique du projet pour examen par les principales parties prenantes au projet afin de s'assurer de la pertinence des actions identifiées dans le concept de projet (PIF) approuvé par le conseil administratif du GEF ainsi que sa validation. « Ce projet doit ainsi permettre une transformation du marché du secteur de l'énergie en développant une politique énergétique rationnelle et globale axée sur le marché et d'un cadre juridique/réglementaire pour le secteur de l'énergie basé sur une production d'électricité renouvelable, tant pour les services publics d'électricité que pour les producteurs indépendants », explique Youssouf Mbechezi, chargé de bureau au PNUD.

Ce projet, tel qu'il est conçu doit aider à concevoir des règlementations politiques pour la viabilité à long terme de l'énergie à base d'énergie renouvelable, tout en développant certains instruments financiers de réduction des risques. Ce projet a également prévu un volet scientifique, à travers les forages exploratoires et test afin de confirmer le potentiel de production géothermique. « Les forages permettront de déterminer les caractéristiques du réservoir et de démontrer la performance des puits de production et d'injection. Cela fournira l'information nécessaire pour évaluer la viabilité technique et financière d'un développement de l'énergie », poursuit-il.

Le projet permettra également de lancer des études d'impacts environnementales et sociales, de déterminer les conditions de base et les mesures qui pourraient être nécessaires pour atténuer les impacts de telle sorte que l'énergie géothermique puisse être développée de manière sûre et durable. Il aidera à recueillir et présenter toutes les informations essentielles pour les développeurs de centrales géothermiques potentiels, tels que les caractéristiques du site Karthala, le processus nécessaire pour avoir une licence d'exploitation, les politiques et règlements régissant le développement de projets d'énergie renouvelable aux Comores, des informations sur les fournisseurs de services technologiques locaux et enfin les sources potentielles de financement.

Mohamed Youssouf

http://lagazettedescomores.com/economie/energie-un-atelier-pour-la-pr%C3%A9sentation-du-cadre-logique-du-projet-g%C3%A9othermie.html

Environnement

Eat less parrotfish, save Seychelles' coral reefs? Marine survey indicates a link

April 25, 2017, Tuesday in Environment » CONSERVATION | By: Hajira Amla



SIF have revealed the first signs of coral recovery in the far-flung Aldabra atoll. Parrotfish could help the archipelago's coral reefs to recover from bleaching more quickly. (Dean Croshere/flickr) Photo License: CC BY 2.0

(Seychelles News Agency) - The results of a marine survey undertaken by the **Seychelles Islands Foundation** (SIF) have revealed the first signs of coral recovery in the far-flung Aldabra atoll. The foundation also indicated that greater protection of herbivorous fish such as the parrotfish could help the archipelago's coral reefs to recover from bleaching more quickly.

Coral reefs around the world suffered widespread bleaching during the global 2015-2016 **El Niño** weather phenomenon, which causes higher ocean temperatures and acidification. Although **Australia's Great**

Barrier Reef has garnered the most headlines, with scientists recently announcing that the world's largest living structure was at a 'terminal stage', the Seychelles islands have been similarly affected.

Corals in some of the reefs around the Indian Ocean archipelago have suffered losses of up to 97 percent of live corals, leading local marine biologists and conservation experts to worry for the future of the reefs surrounding the inner granitic islands.



The best strategy for preserving coral reefs in the world's oceans includes promoting sustainable fishing and tourism, and reducing our contribution to climate change (SIF) Photo License: CC-BY

However, the remote atoll of Aldabra, situated to the far west of the Seychelles archipelago of 115 islands, is one of the most biologically diverse raised coral atolls in the world. Protected as a nature reserve and awarded **UNESCO World Heritage Site** status in 1982, the SIF - a public trust established by the government - protects and manages the area.

No man-made stressors

The Aldabra research team carried out coral recruitment surveys and **baited remote underwater video** (BRUV) surveys in addition to their core monitoring work at the end of 2016. The data analysed so far has revealed that despite higher ocean temperatures killing off almost 50 percent of all hard corals and a more severe loss of soft corals, SIF's surveyors found clear signs that the corals in the region were already beginning to recover.

According to the SIF, Aldabra's reef resilience can be put down to two factors: firstly, sea temperatures in the area have not reached dangerous levels this year, allowing the corals a welcome reprieve from temperature stress. Secondly, Aldabra boasts an abundance of herbivorous fish such as parrot and surgeon fish - unlike the inner islands. These vitally important

species graze extensively on aggressive green algae that can smother dying reefs, and less algae means more space for corals to re-colonise.



Parrot fish are the co-creators of the reef. They feed on parts of the reef where algae threatens to overpower the reef. They harvest the algae and in the process ingest dead coral limestone which they pass as coral "sand". (Waywuwei/Flickr) Photo License: CC BY-ND 2.0

The SIF's communications officer Lynsey Rimbault told SNA that unlike the inhabited granitic islands of the Seychelles, Aldabra's reefs do not suffer from local man-made impacts.

"With only a small community living on Aldabra for the monitoring activities and its protection, coral reefs can thrive without being impacted by pollution, fishing and tourism," she explained. "Without these local stressors, corals are more resilient, can withstand higher water temperatures for longer and may recover faster."

"In addition, the fish community of Aldabra hosts many herbivores in high numbers and large sizes. In phases of disturbance algae can establish on a reef, [and] herbivores have the potential to keep the algae growth in check, thereby promoting coral recovery."

Fish worth protecting

Rimbault agrees that it might be wise for the government to look at protecting these particular species from artisanal fisheries in times of stress for the reef. Parrotfish and rabbitfish are two such herbivores often found on the dinner plates of tourists and locals alike in Seychelles.

Some species of parrotfish also eat a wide variety of microscopic reef organisms, and their feeding activity is regarded by marine biologists as

vital for the production and distribution of coral sands in the reef ecosystem.



Some species of parrotfish also eat a wide variety of microscopic reef organisms, and their feeding activity is regarded by marine biologists as vital for the production and distribution of coral sands in the reef ecosystem. (SIF) Photo License: CC-BY

"As well as being worth protecting in their own right, herbivores play a very important role in coral ecosystems. Many factors can impact the health of coral; protecting the herbivores that keep these ecosystems functioning is a tangible way to support resilient coral communities that are better able to cope with other impacts," she said.

Rimbault warns that protecting these herbivorous fish is only part of the solution, as global climate change will no doubt mean that bleaching events will happen more often.

"The best strategy for preserving coral reefs in the world's oceans includes promoting sustainable fishing and tourism, and reducing our contribution to climate change," she sai

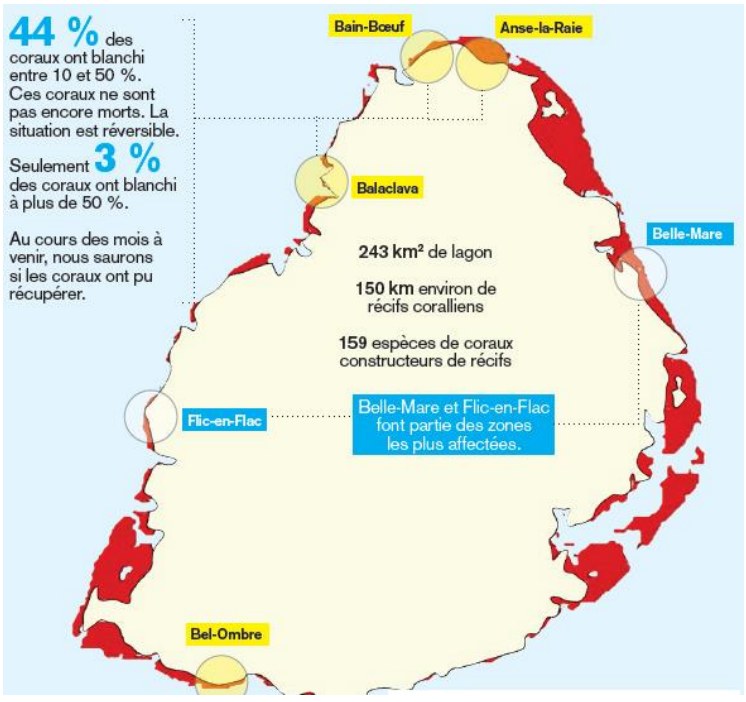
http://www.seychellesnewsagency.com/articles/7157/Eat+less+parrotfish%2C+save+Seychelles%27+coral+reefs+Marine+survey+indicates+a+link

lexpress.mu

Nos récifs perdent-ils de leur couleur ?



L' état de nos coraux est d'une importance capitale. Que ce soit pour la pêche ou le tourisme. Le blanchissement des dernières années inquiète.



Blancs et morts ! C'est le constat dans plusieurs régions de l'île par rapport aux coraux, comme pour Virjinie Orange, skipper dans la région de Blue-Bay. «*J'ai grandi ici, je vois la différence*», lance-t-elle. Brice

Cohadon, qui plonge dans le nord de l'île depuis 2012, nuance ses dires. «*On voit progressivement les coraux blanchir*. *Il y a des endroits où nous plongeons souvent et où la différence est quand même flagrante.*» Il n'y pas que la Grande Barrière de corail, en Australie, qui souffre de blanchissement. Maurice n'a pas été épargné.

Les récifs coralliens y jouent un rôle capital. Habitat pour les poissons, barrière protectrice pour le littoral et attrait touristique, ce sont ce que nous offrent les barrières de corail – uniquement si elles sont en bon état. Environ 150 km de récifs coralliens entourent Maurice et on y trouve plus de 150 d'espèces de polypes qui y vivent. Pourtant, depuis quelques années, ces barrières de corail blanchissent à vue d'oeil. C'est toute l'île qui est affectée. Selon un expert local, les régions de Flicen- Flac et de Belle-Mare ont été les plus sévèrement touchées mais l'étendue totale des dégâts n'est pas encore connue. En raison majoritairement de la température trop élevée de l'eau pour les coraux. Le réchauffement climatique et El Niño étant les catalyseurs principaux de cette situation.

«*Les coraux ont besoin de conditions favorables pour se développer. Parmi elles, il y a des normes de température, la lumière et les nutriments. Si l'un de ces paramètres est affecté, cela peut mener au blanchissement du récif corallien*», explique Said Ahamada, expert en biodiversité marine à la Commission de l'océan Indien (COI).

Entre 2014 et 2016, un évènement mondial de blanchissement des coraux a eu lieu (*voir hors texte)*. «*Si une telle situation continue pendant plusieurs semaines, le corail vamourir*», continue Said Ahamada. Et si le polype meurt, alors l'écosystème est déstabilisé et la barrière arrête de se développer.

Cela ne signifie pas pour autant que tout est perdu, fait comprendre l'expert en biodiversité marine. Si, après le blanchissement, les conditions redeviennent favorables, les polypes peuvent reprendre des couleurs.

«*Après la mort des années 1997/1998, le corail s'est régénéré un peu mais n'a pu revenir à son niveau précedent*», affirme Said Ahamada. Mais la situation à Maurice est encore réversible selon plusieurs experts. La *Reef Conservation* fait comprendre que sur les zones qu'elle surveille, seulement 3 % des coraux ont blanchi à plus de 50 %. De façon générale, 44 % des coraux ont blanchi dans une fouchette de 10 % à 50 % aux cours des derniers mois. Ce qui laisse entrevoir un espoir.


La reserve de Blue-Bay/Mahebourg est l'un des meilleurs endroits pour proteger les coraux.

Sauver nos recifs

Les coraux morts durant le blanchiment sont perdus, mais cela ne veut pas dire qu'ils ne peuvent pas être remplacés et que ceux vivants ne peuvent être protégés. Plusieurs programmes et mesures ont été mis en place par le ministère de l'Economie océanique et de la pêche pour préserver nos coraux et nos récifs.

«*Nous faisons un suivi régulier de l'état de nos coraux*», lance Ronnie François, du Centre de recherches d'Albion. «*Nous avons un programme de pouponnière et de ferme à coraux pour permettre la réhabilitation des zones où les coraux ont été abîmés.*»

Ces deux programmes du ministre de la Pêche et du Centre de recherches d'Albion sont réalisés en mer sur des constructions solides placées sur le fond pour permettre aux coraux de se développer. Ces coraux pourront ensuite être utilisés pour faire du bouturage, comme avec des plantes, sur d'autres supports solides autour de l'île. Cela permettra au corail de repartir dans les endroits considérés comme dégradés. Les autres réalisations du ministère sont les parcs marins et les réserves comme à Balaclava et à Blue-Bay.

«*Toutes les activités dans les parcs sont soumises à de stricts règlements*», explique Ronnie François. «*À l'intérieur des parcs, il y a aussi des endroits dits de conservation stricte où le public n'a pas accès.*»

Pramond Chumun, coordinateur de projets à Ecosud, une organisation non-gouvernementale travaillant essentiellement dans la région de Blue-Bay et de Mahébourg, soutient, de son côté, que «*dans le parc marin* (NdlR : où toute activité est strictement limitée par les réglementations)*, des dégradations sont notées, mais les coraux se portentmieux dans la réserve* (NdlR : où la pêche est réglementée mais moins stricte) *de Mahébourg*».

La COI ne lâche pas le morceau sur la protection et la surveillance des récifs coralliens. Depuis 1997, elle participe au *Réseau Surveillance Récif océan Indien*, qui permet de garder un oeil sur 227 sites d'observation dans notre zone.

Les coraux sont soumis à la destruction naturelle, mauvais temps et prédation mais aussi aux destructions causées par l'Homme. C'est l'opinion et la perception du public qu'il faut changer, les coraux et les récifs ont souvent connu des dégâts du fait de l'Homme.

«*Nous avons différents projets, dont un programme éducatif,* A Nou Al decouver Nou Fond Marin*»,* explique Pramod Chumun. «*Nous avons aussi*

travaillé avec les guides et les skippers pour que soient adoptées toutes les bonnes méthodes, comme avec les touristes pour éviter les dégâts.»

Le changement climatique et le phénomène El Niño sont des résultats indirects de l'influence de l'Homme sur son environnement mais rapidement catalysés par l'émission de gaz à effet de serre. Plus que par le blanchiment, les coraux sont avant tout menacés par la pollution directe provenant des activités humaines : eaux usées, déchets solides, produits chimiques et manque de respect volontaire ou non, entre autres, qui dégradent l'écosystème marin.

Vivant, le corail n'est pas blanc

Les barrières de corail grandissent sur des fonds solides, roches ou autres coraux. Il faut faire la différence dans le corail, regroupant l'organique et l'inorganique. Les structures calcaires que l'on appelle communément «corail» sont inertes et inorganiques tandis que le polype compose la partie vivante du corail. Ce sont les polypes qui construisent les barrières de corail. Ces animaux, souvent microscopiques, vivent en symbiose avec une micro-algue : les zooxanthelles, qui leur donnent aussi leur couleur. Le polype conserve les zooxanthelles à l'intérieur de son corps, lui prodiguant une protection et aussi du dioxyde de carbone (CO2), l'algue elle produit des nutriments et de l'oxygène par photosynthèse, l'excédent de production nourrissant les polypes. Lorsque la température de l'eau augmente, les polypes expulsent les zooxanthelles de leur corps afin de se protéger. Les polypes deviennent alors blancs. Si les conditions restent mauvaises pour les polypes, ces derniers meurent, laissant derrière eux les structures de calcaire, le plus souvent blancs que l'on retrouve près des plages.

Les espèces invasives



La «couronne d'épines» (*Acanthaster planci)*, une étoile de mer est aussi un danger majeur pour les coraux. «*Elle commence à proliférer dans le nord de l'ile*», affirme Brice Cohadon, moniteur de plongée. Cette espèce invasive peut rapidement submerger les coraux, elle ne fait pas la diffèrence et se nourrit de toutes les espèces de polypes. Dans le passé, la «couronne d'épines» a décimé une partie de la Grande Barrière de corail d'Australie.

Blanchissement mondial

Les Australiens ont tiré la sonnette d'alarme. Les scientifiques ont qualifié le blanchissement entre 2014 et 2016 comme étant sans précédent. Depuis le début de 2017, un nouvel évènement est en cours, imputable directement au réchauffement climatique. Ce qui a condamné les coraux, qui ont blanchi deux fois au cours des dernières années sur la Grande Barrière de corail. Dans notre région, selon le rapport du Climate Council, ce sont les Maldives qui ont le plus souffert du blanchissement. Durant le blanchissement de 1997 à 1998, plus de 50 % de la population des coraux dans la région de l'océan Indien est morte.

Impact économique conséquent

Pour Maurice, la perte des récifs coralliens porterait un coup sévère à l'économie. L'effondrement de l'écosystème des récifs causé par la perte des polypes signifierait, en quelques années, l'arrêt de la pêche et de la plongée sous-marine. Près d'une cinquantaine de centres de plongée ont été recensés auprès de la Mauritius Scuba Diving Association (MSDA).

«*Une plongée coûte entre Rs 1 400 et Rs 2 000 par personne, dépendant de la taille du centre de plongée*», explique Hugues Vitry, président du comité technique de la MSDA. «*À raison d'une moyenne de 35 plongeurs par sortie, sur environ 300 jours l'an, cela fait entre Rs 5 millions et Rs 15 millions par an en chiffre d'affaires*.»

À ce nombre, il faut enlever les frais d'entretien et les salaires mais y ajouter les gains indirects, taxis et restaurants, etc. Selon les professionnels de la pêche, la mort d'un des sites de plongée autour de l'île verra la chute drastique de l'intérêt des touristes en moins d'un an. Ce qui contraindra des clubs à mettre la clé sous le paillasson. Entre 200 et 1 000 personnes travaillant dans le secteur de la plongée sous-marine seront alors au chômage.

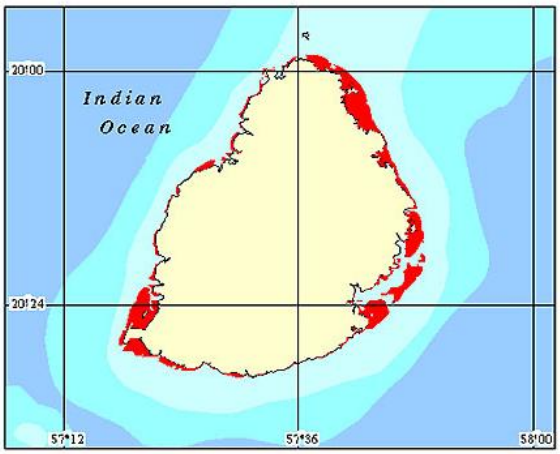
https://www.lexpress.mu/article/305525/video-nos-recifs-perdent-ils-leur-couleur

Mauritius Coral Reef Maps

Blane Perun

March 20, 2016

Reef Maps



Map by Reefbase

A Look at Mauritius Coral Reefs – A Pristine Place to Explore the Finest Corals

Coral reef enthusiasts can certainly enjoy the rich diversity and pristine conditions of the Mauritius coral reefs, the reef formations surrounding and protecting the islands, while ensuring that the thriving marine habitat where countless underwater creatures dwell and visit is kept stable all year round.

Refined Mauritius Coral Reefs and Rich Biodiversity

Measuring about 330 km, Mauritius' coastlines are teeming with vibrant, beautiful coral reef formations that encompass the entire area, and protect the island in its totality.

For novice divers, the area is perfect to start out, due to the overall stability of the natural habitat, the stable temperatures – maintained at around 25 C all year round – and the large areas of natural corals generally featuring very few fast currents and mostly stable, thriving marine life habitats.

Parrot fish, damsel fish and wrasse, as well as unusual species of fish such as white-spotted boxfish can commonly be seen in Mauritius, and the smooth corals and pristine lagoons make this small region of the world a thriving ecosystem home to many other species as well.

In total, about 430 different types of underwater creatures live in the waters surrounding Mauritius, with no less than 200 different species of corals – making this small island one of the most significant places for marine biodiversity in the southern Indian Ocean.

Important Locations and Sites

The Blue Bay Marine Park is one of the best places to start when exploring the waters of Mauritius, and aside from beautiful fish and sea turtles, the protected corals across the northwest coast (Pointe aux Piments) can be a perfect place for snorkeling.

Also, if you're looking for the shallowest waters and most diverse underwater environments thriving with many different types of coral

Also, if you're looking for the shallowest waters and most diverse underwater environments thriving with many different types of coral species, Trou aux Biches and Ile aux Cerfs are among the best sites to look up.

The Mauritius coral reefs are among the most significant and beautiful underwater treasures to explore, and you'll find they can offer a truly majestic spectacle, featuring many rare and fascinating species of fish and marine mammals.

---

https://www.withinthesea.com/coral-reef/reef-maps/mauritius-coral-reef-maps/

Le Mensuel de l'Economie N°7

IMPULSER L'ÉCONOMIE DE LA RÉGION :

UNE PRIORITÉ DE L'IORA





La coopération régionale à travers l'IORA suit son cours de l'histoire. Après la signature de l'Accord général entre les pays membres, en marge du premier Sommet de l'organisation, dont le principal objectif est de renforcer la coopération dans le domaine maritime, un plan d'action quinquennal a vu le jour afin de transformer cette vision de haut niveau à des actions plus concrètes et visibles sur le terrain.

Il a été donc assigné aux différents points focaux, la responsabilité d'agir dans la mise en place de politique nationale programmatique, assurer le rôle d'ambassadeur de l'organisation dans le pays à travers des opportunités d'envergure internationale et sensibiliser toutes les parties prenantes

L'Union des Comores, à travers son Vice-président en charge de l'économie, n'a pas manqué cette occasion pour confirmer la volonté du pays à participer activement dans cette dynamique régionale, et la disponibilité du pays à pouvoir accueillir la prochaine rencontre des experts de l'économie bleue de la région : « Mon pays reste très attaché à cette coopération qui met en valeur nos ressources halieutiques et les échanges intra régionaux, et manifeste sa volonté d'accueillir cette année, un autre atelier sur la connectivité maritime, tel qu'il a été approuvé à Bali en octobre dernier. Le choix de cette thématique reflète la vision de mon pays de s'ouvrir à la région, notamment aux pays membres de l'IORA. Car nous ne sommes pas une

que les voies et moyens de mettre en place des projets pilotes.

Les retombées seront multiples et pourront permettre, entre autres possibilités, aux opérateurs économiques du pays de se constituer en consortium pour l'investissement dans les transports maritimes inter-îles, l'ouverture du marché local vers la région et la réduction du temps et du coup de transport des produits de l'import.

Pour mieux répondre aux exigences des bailleurs et pouvoir défendre les intérêts réels du pays, une consultation nationale devrait se faire en amont de la rencontre régionale. Le but sera d'identifier effectivement les priorités nationales en matière d'économie bleue, répertorier les secteurs potentiels, parties prenantes du concept

le pays se dote d'une stratégie nationale « économie bleue » comme document programmatique de référence.

C'est une étape décisive dans le renforcement de nos relations avec les pays de la région et dans l'intégration régionale tant souhaitée, conformément à la vision du Chef de l'Etat d'atteindre l'émergence du pays à l'horizon 2030.

Le Ministre Mohamed Bacar Dossar quant à lui, voit dans cette coopération maritime entérinée par les chefs d'Etat de l'IORA : « un événement de plus haut niveau de nature à renforcer les échanges commerciaux dans la région avec une politique tarifaire préférentielle et la facilitation des mouvements de capitaux ». Le Secrétariat général de l'IORA a accueilli l'intervention du Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération, avec la plus grande attention, au moment même où se tenait, en parallèle, le 1er Sommet des Affaires. Un évènement qui a vu la participation de plus de 350 opérateurs économiques et in-

et sensibiliser toutes les parties prenantes sur la valeur ajoutée d'une telle opportunité de développement, disponible dans la région.
Le concept économie bleue a donc un corps et une âme et se veut être le vecteur d'une croissance économique et d'une réduction de la pauvreté, telle est la projection faite par les Dirigeants des Etats membres pour les 5 prochaines années de l'IORA.

de l'IORA. Car nous ne sommes pas une région si nous restons éloignés les uns des autres. Nous devons impulser la connectivité maritime et aérienne pour qu'enfin notre union se concrétise et se consolide. »
Les différents experts de la région sont donc attendus aux Comores au mois de juillet prochain pour étudier les conditions de développement de nos ports, d'amélioration de la desserte maritime, de développement des échanges intra régionaux, ainsi

plus de 350 opérateurs économiques et investisseurs de la région de l'océan Indien.
Un projet est d'ailleurs soumis pour examen aux prochaines instances de l'organisation dans le cadre de la mise en place d'une carte Business qui permettrait à certains opérateurs économiques et hommes d'affaires de la région de circuler librement dans les pays membres.

IMAM Abdillah, Point focal national IORA au Ministère des Affaires étrangères

Culture

LEMAURICIEN.COM
INDÉPENDANT D'INFORMATION ET D'OPINION

DU 14 AVRIL AU 13 MAI: Vus de l'ouest du continent

| 22 APRIL, 2017



Le Blue Penny Museum, la galerie 1,242 South East et la Fondation Thérèse Balaro, basée au Bénin, se sont associés pour concevoir une exposition d'art contemporain africain, baptisée Afrikart, qui montre les travaux de six artistes de quatre pays riverains de la côte ouest africaine. L'isolement géographique et peut-être l'intérêt tardif des acteurs culturels pour l'art contemporain font que ce type d'événement est particulièrement rare à Maurice, et d'aucun de déclarer qu'il s'agit d'une première. Afrikart constitue aussi la première concrétisation d'un accord de coopération qui a été conclu entre la fondation béninoise et la

COI. La galerie 1,242 de Plaine-Magnien a quant à elle amené des travaux de trois des artistes de sa collection. Le musée du Blue Penny accueille depuis jeudi dernier une exposition paradoxalement inhabituelle ici, puisqu'elle rassemble des œuvres d'artistes venus de l'autre côté du continent auquel nous appartenons. Il est effectivement exceptionnel de voir, comme c'est le cas ici, les œuvres d'artistes béninois, ivoiriens, nigérians ou congolais. Trois d'entre eux, à savoir Alla Kouakou Nogues, John Afolayan et Damien Zinsou Gnimassoun, étaient du voyage avec le représentant de la Fondation Thérèse Balaro, qui est à l'origine de ce volet de l'exposition. Avant de se plonger dans les tableaux, l'œil est tout de suite amusé et intrigué par des maquettes de mobilier peint, essentiellement des fauteuils et des lits, qui ne manquent pas d'humour… Ainsi le lit Air rêveur est-il destiné à vous embarquer au 7e ciel, comme l'explique son auteur, Damien Zinsou Gnimassoun. Thème footballistique mis à part, les fauteuils ont souvent une portée symbolique que l'artisan se fait un plaisir d'expliquer. Outre l'idée de l'éphémère, le papillon dispose ici d'un corps en sept parties, qui représentent chacune un jour de la semaine, la tentacule courbe venant rappeler que ce cycle recommence continuellement. Les quatre points rouges sur les ailes de l'insecte symbolisent quant à eux les éléments ou les points cardinaux. Notre interlocuteur prend aussi le symbole chrétien du serpent à rebrousse-poil. Plutôt que de voir en lui l'incarnation du mal et la cause de tous nos malheurs depuis qu'il a fait croquer la pomme à Ève, notre interlocuteur estime au contraire qu'il agit en médiateur entre l'homme et la femme, que grâce à lui, nous sommes désormais habillés et que nous voyons la réalité et agissons en connaissance de cause… En passant, si Zinsou fait penser à la célèbre fondation qui a auguré le premier musée d'art contemporain africain, à Ouidah, cet artiste nous apprend que ce prénom très répandu au Bénin signifie que l'on a un jumeau… Les premiers pas dans la salle d'exposition du musée font découvrir sur le mur de gauche des bas-reliefs de John Afolayan, qui crée ses tableaux souvent en techniques mixtes avec, parfois, l'apport d'éléments tels des matières recyclées (boîtes de conserve par exemple) ou avec des bois sculptés. Abused and wounded est le titre d'un tableau qui rassemble ces différents types d'éléments avec deux profils en bois aux contours assez bruts, qui se font face. L'artiste nigérian parle ici des difficiles relations entre hommes et femmes, ou plus

généralement entre les gens. L'homme blessé et la femme abusée ont perdu une partie d'eux-mêmes, comme en témoignent des entailles à leur tête. Une paire de lunette ne disposant que d'un seul verre évoque le fait de ne voir les choses que d'un seul œil et invite à la lucidité, tandis que la montre cassée symbolise les conflits. Avec son fond miroitant fait du collage de boîtes de conserve recyclées et de peinture, l'ensemble mêle le clinquant et la confusion. L'auteur aimerait, à travers ce tableau, inciter chacun à trouver le chemin de la réconciliation.

Styles différents, valeurs communes

Les peintures Mémoire & transfiguration et Faces of heros sont faites pour se compléter, la première évoquant les ancêtres que tout individu a et dont il peut se remémorer et parmi lesquels figurent toutes sortes de gens, la seconde les personnages qui font partie de l'héritage commun, qui ne sont plus là mais que nous n'oublions pas et dont chacun gagne à s'inspirer. Le progrès, l'accomplissement de l'individu sont au cœur des préoccupations de l'artiste qui emprunte aux couleurs brunes, ocres et terres de Sienne de la terre, y compris lorsqu'il place ses personnages dans une sorte de mécanique du rêve ou de la vie à laquelle ils contribuent peut-être parfois malgré eux. De culture Yoruba, ce peuple, qui forme une grande partie de la population nigériane et est aussi très présent au Bénin, John Afolayan écrit aussi des poèmes et fabrique des bijoux traditionnels. Au Bénin, il dirige le Mooyah, Museum of Yoruba Art and History… D'origine ivoirienne, Alla Kouakou Nogues a développé un langage pictural dont on est tenté de dire qu'il hérite du cubisme quand on oublie que l'une des influences du cubisme est justement l'esthétique et la culture africaine… Également rappeur et slameur, marié à une écrivaine et chanteuse, Alla Kouakou Nogues a amené un ensemble de tableaux qui frappent par leur unité de ton avec une palette tantôt bleue, tantôt ocre rouge, et par la cohérence des compositions où l'on trouve tour à tour des personnages stylisés relativement réalistes, et des ensembles quasiment abstraits où la figure humaine se mêle dans un ensemble complexe mais équilibré de lignes, courbes et cellules. Marqué par les conflits qui ont agité son pays natal ces dernières années, notre interlocuteur est particulièrement préoccupé par la situation des pays africains et souhaite dans son œuvre promouvoir les relations harmonieuses, l'amitié, la

confiance et l'amour entre les êtres humains. Né aux contrées du pays dans un village baoulé, Alla Kouakou Nogues a été particulièrement marqué par le rôle des femmes, qui travaillent très dur mais gagnent peu sur le plan économique, mais dont l'esprit de solidarité les aide à vaincre leurs difficultés. Leur présence marquée dans les tableaux de l'artiste encourage à entretenir cette force qu'il ne faut pas oublier, même quand le mode de vie évolue. Dans l'espace dédié aux artistes congolais, nous pouvons découvrir des œuvres en noir et blanc de Katwembe, qui célèbre d'une autre manière l'amitié, la famille, les relations entre individus. Malcolm de Chazal reconnaîtrait peut-être chez cet artiste l'âme d'enfant qui sait symboliser les liens positifs qui peuvent unir les humains, avec une simple beauté et une grande ingénuité. Des éléments de deux séries des portraits de singes aux couleurs psychédéliques marquent la présence de Kitoko, tandis que Somi livre son regard sur les républiques des animaux, qui font étrangement penser à celui qui se prend pour le plus évolué (voir notre article du 25 mars)… Enfin, l'exposition vaut aussi le détour pour les mini-cabinets de curiosité que Botalatala sculpte minutieusement avec les objets qu'il récupère dans les rues de Kinshasa.

Une fondation pour le développement

« Thérèse Balaro, nous explique Arthur-Landry Ahouangnivo, le représentant de la fondation qui a soutenu Afrikart, pensait qu'il faut toucher le cœur des hommes par ce que ceux-ci ont de plus sensible en exprimant l'émotion des uns et des autres dans un langage artistique, par l'utilisation de la culture de son terroir. Elle, même issue d'un environnement familial défavorisé, taillait « ces expressions », dites émotionnelles, par le langage de l'art en gravant sur des morceaux de roches prélevées sur les collines de Dassa, ville où elle est née le 12 avril 1937. » La fondation qui porte le nom de cette personnalité œuvre pour l'aide au développement dans ses aspects les plus fondamentaux, avec pour objectifs de : lutter contre l'extrême pauvreté, la faim et le chômage ; aider au développement de projets, à la promotion de la solidarité et aux échanges avec les pays africains et ceux des autres continents dans les secteurs de la santé, de l'éducation, du microcrédit, du sport, de la pêche, l'agriculture, le tourisme l'élevage, l'environnement, etc ; encourager les initiatives à la base et

promouvoir les activités culturelles ; former les jeunes sur la santé reproductive et les maladies sexuellement transmissibles ; encourager la coopération entre les jeunes ; et aider et assister les religieux en souffrance sans distinction de confession.

Des représentants de cette organisation, créée en 2015 à Cotonou, sont venus à Maurice la même année pour rencontrer **des responsables de la Commission de l'océan Indien afin de jeter les bases d'un accord-cadre de coopération Sud-Sud**, entre institutions du même continent. Afrikart représente en quelque sorte le premier fruit de ces projets. Des accords-cadres de coopération sont en cours de signature avec le Mauritius Institute of Education (MIE) et l'Open University afin de favoriser des échanges. Des professeurs d'université venus de ces organismes ont d'ailleurs été invités pour former plusieurs responsables et étudiants de structures scolaires et universitaires. Arthur-Landry Ahouangnivo nous explique aussi que la Fondation Thérèse Balaro a notamment réalisé des modules d'enseignement pour des classes opérant dans les milieux défavorisés. Elle a assuré des séminaires et ateliers de formation pour des femmes des zones rurales, sur des questions de leadership. Elle continue et intensifie ses travaux d'alphabétisation. En octobre 2016, elle a créé l'association « Bibliothèque Informations Bénin » pour promouvoir et développer les bibliothèques, les sciences de l'information et le patrimoine culturel au Bénin, afin de créer un environnement adéquat pour la recherche scolaire, universitaire et culturelle. La construction d'un grand complexe universitaire de recherches est d'ailleurs envisagée, le terrain devant l'accueillir ayant été donné par la municipalité de Tori-Bossito, l'étude de faisabilité étant assurée par la bibliothèque cantonale de Lausanne.

http://www.lemauricien.com/article/du-14-avril-au-13-mai-vus-l-ouest-du-continent